

Florian SAUVAGEAU, Simon THIBAUT, Pierre TRUDEL,
dirs, *Les Fausses Nouvelles, nouveaux visages, nouveaux
défis. Comment déterminer la valeur de l'information
dans les sociétés démocratiques ?*

Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 284 pages

Jean-Sébastien Barbeau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20490>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20490

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 442-444

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-Sébastien Barbeau, « Florian SAUVAGEAU, Simon THIBAUT, Pierre TRUDEL, dirs, *Les Fausses Nouvelles, nouveaux visages, nouveaux défis. Comment déterminer la valeur de l'information dans les sociétés démocratiques ?* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 09 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20490> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20490>

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0 

Ainsi la guerre apparaît-elle comme un espace de liberté par rapport au genre, pas vraiment un espace d'affranchissement, mais plutôt de liberté. Cet espace est paradoxal : il exacerbe et suspend tout à la fois, comme le montrent les stéréotypes encore très vifs, mais le journalisme de guerre comporte un danger qui est le même pour tous et, pour tous, rien n'influe vraiment sur le but recherché, le reportage à rapporter, car il faut en revenir. Dès la guerre du Vietnam, Brigitte Friang s'était interrogée sur le suspens du genre que suppose le port du treillis ou le parachutage : il est produit par le danger et la solidarité qu'il crée. Certes, le genre est une dimension centrale de toutes les relations sociales, un élément central de toutes les relations sociales et les femmes reportères le savent bien qui retrouvent l'assignation de genre dès qu'elles reviennent dans leurs rédactions. Mais justement, dans le temps de la guerre, cela est comme suspendu.

Il reste cependant au lecteur quelques interrogations : sur la place des attachements familiaux ou amoureux sur lesquels Denis Ruellan relève que les femmes insistent considérablement plus que les hommes, ou, de façon plus étrange, le recours au lexique de la fuite pour expliquer leurs départs vers un « autre monde ». Être une femme reportère, c'est ce que résume parfaitement le titre d'Huguette Debaisieux (J.-C. Lattès, 1977) : *Désolée, Ulysse, c'est Pénélope qui part...*

Jean-François Tétu

Élico, IEP Lyon, université Lumière Lyon 2, F-69000
jf.tetu[at]orange.fr

Florian SAUVAGEAU, Simon THIBAUT, Pierre TRUDEL, dirs. *Les Fausses Nouvelles, nouveaux visages, nouveaux défis. Comment déterminer la valeur de l'information dans les sociétés démocratiques ?*

Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 284 pages

L'ouvrage *Les Fausses Nouvelles, nouveaux visages, nouveaux défis* dirigé par un trio composé de Florian Sauvageau, Simon Thibault et Pierre Trudel est la publication d'un séminaire tenu à l'université de Montréal par le Centre d'études sur les médias à l'automne 2017. Il s'intéresse aux « fakes news », ou, à tout le moins, à une certaine conception de cette expression qui, autant en anglais qu'en français, serait à proscrire, au profit de « désinformation », en raison de ses controverses politiques l'entourant, de ses origines terminologiques et de sa polysémie. La publication de ce livre mérite d'être soulignée pour sa diversité d'auteurs (des universitaires en sciences de l'information et de la communication, en informatique et en droit, des journalistes spécialisés en *fact-checking*, en journalisme d'investigation, en sciences

et en politique) et pour ses niveaux d'analyses oscillant entre la théorie, le volet pratique et des solutions afin d'endiguer le phénomène. Composé de 16 textes, l'ouvrage est construit en trois temps. D'abord, une mise en contextualisation et une problématisation du sujet (pp. 1-75) ; ensuite, une série de témoignages de journalistes relevant des situations concrètes dans leurs domaines de couverture ou dans leur région du monde (pp. 77-150) ; puis, de possibles pistes de solutions autant pour les citoyens avec des outils pratiques (pp. 151-194) que des exemples de législations provenant d'Europe et des États-Unis (pp. 195-243).

Pour commencer, la problématique des soi-disant « fake news » est beaucoup plus complexe que le fait de rapporter ou de partager une information fautive. L'analyse par la sociotechnique est l'un des fils rouges de cette section. Comme le soutient Tommaso Venturini (pp. 17-38), la construction de l'internet et des réseaux sociaux numériques diffère des médias traditionnels et fait en sorte que « le problème des fausses nouvelles est leur viralité [...] qui vient de leur capacité à exploiter la communication multilatérale des médias numériques pour se propager et muter. Ayant ses racines dans la séparation qui s'estompée entre la communication publique et privée, le problème est beaucoup plus profond que ce nous avons tendance à croire » (p. 34). Guillaume Latzko-Toth (pp. 51-62) va plus loin en argumentant que nous sommes dans une nouvelle phase du développement du numérique en identifiant « le symptôme d'un moment important, celui de la fusion entre Internet (en tant qu'infrastructure informationnelle) et l'écosystème médiatique ou "médiasphère". Comme le pourriel, les fausses nouvelles sont appelées à demeurer dans le paysage numérique et être partie intégrante d'un écosystème médiatique élargi » (p. 59). Dans la même veine, Serge Proulx (pp. 63-75) qualifie, quant à lui, de « tournant paradigmatique » l'arrivée des « fakes news », car elles représentent « une occasion de penser à nouveaux frais certains concepts, comme la rumeur, la désinformation, et même la notion de "média alternatif", ébranlant certains paradigmes au passage » (p. 60).

Le deuxième tiers de l'ouvrage est consacré au terrain avec une analyse de divers domaines où la désinformation est présente. La section est accompagnée d'une série de témoignages de journalistes expliquant les façons dont ils dénoncent, traquent ou remontent à la source de ces « fausses » ou « demi-vérités ». Tour à tour, Craig Silverman (pp. 79-94), Jeff Yates (pp. 95-112), Jean-Marc Fleury (pp. 113-132) et le groupe de chercheurs composé de Nadine I. Kozak, Maria Haigh et Thomas Haigh (pp. 133-141) montrent que le travail

de discrédit envers la désinformation doit passer par des collaborations avec d'autres « *fact-checkers* » ou avec des chercheurs universitaires. De plus, l'emploi d'outils relevant de l'informatique, et en particulier, les *big data* ou l'intelligence artificielle, deviennent communs. Malgré ces enseignements, nous retenons, pour cette deuxième partie, la réflexion critique de John R. MacArthur (pp. 143-150), ex-journaliste politique du *New York Times*, qui avait relevé l'arnaque du faux massacre par l'armée irakienne de nourrissons koweïtiens élaborée par l'administration Bush avec le Koweït en 1990. Cette histoire paraît dépassée face à la désinformation existant sur les réseaux sociaux numériques, mais la contribution rappelle, d'abord, que la propagande politique fondée sur de l'information créée de toute pièce ne relève pas de Donald Trump, qualifié au passage de « maître d'hôtel de la pagaille politique » (p. 148), mais est historique. John R. MacArthur souligne aussi que les médias sont en mauvaise position pour dénoncer la propagande actuelle, lorsqu'ils en étaient les relayeurs il y a de cela une ou deux décennies : « Le *Times*, qui prétend aujourd'hui servir de contrepoids aux sots mensonges de Trump, souffre toujours de la perte de crédibilité qu'il a subie en 2002-2003 lorsque Judith Miller et Michael Gordon affichaient à la une et ailleurs leurs scoops, fournis par le vice-président Cheney et ses adjutants, racontant une menace nucléaire et chimique. [...] Donc, il est très facile pour Trump d'y faire référence avec un clin d'œil au *New York Times* et au rôle qu'il a joué à l'époque » (pp. 148-149). Bref, le recul critique n'efface pas les erreurs d'hier. Cette position critique concernant la responsabilité des médias dans le relais de la désinformation s'avère la seule de l'ouvrage.

Enfin, la dernière partie du livre est réservée à des pistes de solutions citoyennes et politiques. Cette partie est de loin la plus dense. Elle débute avec la façon dont l'intelligence artificielle détecte les informations trompeuses et fallacieuses sur la Toile (pp. 153-172). Victoria L. Rubin et son équipe développent des algorithmes détectant des modèles récurrents et propres aux contenus trompeurs, satiriques ou relevant de pièges à clics. Pour se faire, elle et ses collègues s'appuient sur une double approche relevant de la psychologie et de la linguistique. Les études en psychologie soutiennent que l'humain, lors de tromperie, fait moins de références à soi, fournit des réponses plus évasives et emploie davantage les émotions négatives et les mots reliés aux sens (pp. 158-162). Quant à la linguistique, elle permet de relever que les contenus satiriques contiennent davantage de propositions afin d'enrober l'information. Le marqueur pour ces éléments est la présence de virgules qui est plus fréquente que dans un article

factuel réel (pp. 162-165). En considérant ces apports interdisciplinaires, les algorithmes développés ont des taux de succès de 60 % à 70 % pour les contenus trompeurs, de près de 90 % pour la satire et de plus de 90 % pour les pièges à clics. Ces taux sont largement supérieurs à l'évaluation humaine (pp. 168-169).

La contribution de Normand Landry à propos d'une éducation aux médias dans les écoles québécoises est vraisemblablement la plus riche du livre. D'abord, et avec une redoutable efficacité, il rappelle que la problématique de la désinformation est construite dans un triptyque politique-technologique-économique (pp. 173-185) et « le redéploiement des stratégies de désinformation et de manipulation à l'ère numérique, une intensification des ces dernières et de leurs effets, et une extension de leur portée, dans un contexte de crise des médias d'information » (p. 179). Dans la seconde moitié de sa contribution, Normand Landry analyse le plan d'éducation aux médias du Québec en le comparant avec l'Ontario, la province voisine (pp. 185-194). L'auteur souhaite l'établissement d'un véritable programme d'éducation aux médias au sein de l'éducation nationale par le truchement d'une « alphabétisation à l'actualité » librement traduit du terme « *news literacy* » (p. 173). Cependant, pour arriver à un tel résultat, l'auteur conclut que le système scolaire québécois doit se réformer et corriger ses défauts historiques : sous-investissement chronique, carences dans la formation des enseignants, ancrage curriculaire qui n'offre aucune place aux médias, etc. (p. 189-190).

Il est également difficile d'ignorer les contributions dites internationales expliquant comment des législations étrangères au Canada encadrent la désinformation. Nous pensons, en particulier, au cas de l'Allemagne avec la *NetzDG* (pp. 197-216), une loi d'autorégulation. Au-delà de la potentielle amende maximale spectaculaire de 50 millions d'euros infligée aux plateformes contrevenantes, et qui a contribué à sa forte médiatisation, Bernd Holznel souligne la crainte « d'un effet de mimétisme qui pourrait accentuer les restrictions à la liberté d'expression » (p. 214) en raison de la sévérité et des nombreux dispositifs entourant la loi. La polémique de la loi tient également dans sa constitutionnalité tant au niveau fédéral qu'au niveau européen. Enfin, la conclusion, cosignée par Pierre Trudel et Simon Thibault (pp. 245-252), doit être lue à la manière d'un éditorial. Partant des enseignements tirés de l'ouvrage, les deux auteurs proposent une solution pour encadrer d'une meilleure façon la désinformation. Ils considèrent que les solutions européennes « négligent d'intervenir au niveau des processus algorithmes qui sont au cœur du processus de création

de valeur qui prévalent désormais sur Internet » (p. 251), car elles « s'en tiennent principalement à accroître les responsabilités "éditoriales" des plateformes » (*ibid.*). Pierre Trudel et Simon Thibault concluent que l'exercice de régulation est plus complexe qu'en apparence, car « le défi de la régulation de l'information en ligne est [...] de mettre au jour et d'identifier les motifs légitimes d'une régulation publique » (p. 250). Leur proposition est fondée sur le fonctionnement des algorithmes qui visent une performativité des contenus en termes d'interaction (consultations, « *likes* », commentaires, partages). Cependant, les auteurs ne proposent pas de pistes de solutions plus précises.

Le principal bémol envers l'ouvrage est l'absence d'analyse sociologique ou politique des producteurs, consommateurs et relayeurs de la désinformation. Pour les producteurs, les remarques théoriques trouvées dans la première partie et dans la contribution de Normand Landry permettent d'expliquer les raisons, essentiellement politico-économiques, poussant des individus à créer du « bruit » sur la Toile. Cependant, il aurait été intéressant d'avoir des cas concrets. Il en va de même pour les consommateurs où, cette fois, les profils et les raisons sont pratiquement absents de l'ouvrage. En revanche, il faut relativiser cette critique, puisque ces terrains sont complexes à étudier. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage offre une excellente porte d'entrée sur la thématique avec sa prise de hauteur à la fois théorique et pratique.

Jean-Sébastien Barbeau

Carism, université Paris 2 Panthéon-Assas, F-75005
jean.sebastien.barbeau[at]gmail.com

Frédérique TUDOIRE-SURLAPIERRE, *Téléphonez-moi. La Revanche d'Écho*

Paris, Éd. Minuit, coll. Paradoxe, 2016, 214 pages

A priori, le téléphone n'est pas un objet littéraire. Il serait même, si l'on devait en croire l'ironique Michel Butor, l'un des symboles du désenchantement hypermoderne : dans *Les Trois Châteaux* (Éd. La Différence, 2012), album pour enfants élaboré en collaboration avec le graphiste Titi Parant, trois petites filles se tirent des pièges d'une forêt peuplée d'animaux menaçants grâce... à un téléphone portable. C'est donc le téléphone qui fait sortir le conte de l'âge du merveilleux.

Cependant, la littérature sait s'approprier cela même qui l'oblige à se dépasser, à contester ses propres normes, à réinventer ses propres codes. Ainsi le téléphone met-il fin, dans la littérature, au primat de la représentation, pour inaugurer le règne de la communication : c'est là

l'hypothèse fondatrice du très bel essai de Frédérique Toudoire-Surlapierre, *Téléphonez-moi*. L'ère du téléphone en littérature, c'est « la revanche d'Écho » sur Narcisse : les écrivains apprennent à manier une nouvelle forme de transitivité, toujours mimétique certes (puisque l'écho reproduit, en les déformant, les sons), mais aussi phatique. Comme le téléphone (dont le mot emblématique est l'inévitable « Allô » inaugural), la littérature servirait alors à créer du lien, à établir des canaux (vicariants) de communication entre auteur et lecteur, entre « identique » et « différent », entre « Même » et « Autre ».

De la sorte, le téléphone apparaît comme un dispositif qui apprend au Même à prendre le risque de l'Autre ; mais c'est aussi un objet qui provoque la rencontre entre présence et absence. En effet, celui qui est « à l'autre bout du fil » est présent par la voix, alors même que son corps est absent. De ce statut paradoxal de l'interlocuteur téléphonique, qui est là pour l'oreille tout en demeurant « loin des yeux », Frédérique Toudoire-Surlapierre déduit une théorie très intéressante : l'acte téléphonique serait une variation sur le thème du *Fort-Da*. Le fil (devenu, avec les années et les progrès technologiques, imaginaire) du téléphone serait une bobine, et il fonctionnerait comme un dispositif de médiation entre le sujet et la réalité inconcevable de l'absence. Commentant la « séquence liminaire de *Scream* » (car il est aussi question de cinéma – et plus généralement des arts visuels), Frédérique Toudoire-Surlapierre note que « Wes Craven filme en gros plan la peur de la victime quand elle comprend à la fois qu'elle est en danger de mort et qu'il lui sera impossible d'échapper à son destin. Le téléphone [...] fonctionne comme [...] une captation mortelle » (p. 91). Et de fait, on peut penser que c'est toujours à la mort qu'on téléphone : le téléphone est un moyen d'adoucir le traumatisme de celui qui se *cogne* à la *réalité* de la mort, figurée spatialement par l'absence. Pour soutenir son hypothèse, Frédérique Toudoire-Surlapierre propose notamment une belle analyse des scènes téléphoniques dans À la recherche du temps perdu (B. Grasset/Gallimard, 1913-1927). Notant que, chez Marcel Proust, « l'appel téléphonique est délibérément associé au féminin » (p. 32), elle s'arrête en particulier sur l'épisode du *Côté de Guermantes* (1920-1921) où le narrateur, croyant parler à sa grand-mère, a en réalité, à la suite d'un quiproquo, été mis en relation avec celle d'un voisin d'hôtel. Toute l'angoisse téléphonique est résumée dans ces quelques lignes : la grand-mère est un substitut maternel (angoisse du *Fort-Da*) dont on craint d'autant plus la disparition que, par la force des choses, elle n'est plus jeune (angoisse de la mort – d'ailleurs, la mort de la grand-mère est l'un des événements traumatiques de la *Recherche*) ; à quoi il faut ajouter le trouble qui